

LE POINT PÉDAGOGIQUE

Et si l'Histoire traditionnelle était inutile et dangereuse (Contribution à un enseignement de l'Histoire au service de la Paix)

Il ne s'agit point pour nous de bousculer irrévérencieusement tous les dieux de la pédagogie traditionnelle, mais d'exprimer tout haut, pour que les hommes raisonnables les admettent et les comprennent un jour prochain, les graves critiques que les professionnels que nous sommes ne manquent jamais d'amorcer, à même leur travail et la vie de leur classe.

Nous aurons à discuter au Congrès de ma question précédente : « Et si la grammaire était inutile », et des incidences que les réponses faites pourraient avoir sur une meilleure compréhension de notre rôle d'éducateurs au service de la formation humaine et de la Paix.

La question que je pose aujourd'hui devrait rencontrer une plus complète unanimité que celle de la grammaire, tellement sont patents les travers et les insuffisances de l'enseignement traditionnel de l'Histoire par les manuels scolaires. D'autant plus qu'il s'agit là d'une discipline qui est tout particulièrement liée au souci général de faire servir l'expérience du passé à l'intercompréhension des hommes et à la recherche obstinée de la Paix.

L'U.N.E.S.C.O. a commencé une vaste enquête pour la révision des manuels scolaires. Et la Fédération Internationale des Syndicats d'Instituteurs (F.I.S.E.) entreprend, dans un esprit certainement quelque peu différent, la même tâche. Nous voulons apporter notre pierre de praticiens et de constructeurs à ce souci général d'amélioration de l'enseignement de l'Histoire.

Nous ne nous contenterons pas de dire : Éliminons de nos manuels les récits de guerre, réduisons la part du lion réservée aux rois et aux grands ; redonnons à l'Histoire du Peuple et de la civilisation la place qu'elle mérite, — et d'attendre ensuite que éditeurs et gouvernements veuillent bien modifier leurs textes, ce qui est une autre affaire.

Nous bâtissons notre édifice sur des données nouvelles dont nous voudrions indiquer rapidement ici les principes — dont la discussion se poursuivra jusqu'au Congrès.

1° Tout enseignement qui n'est pas formatif, qui ne prépare pas en l'enfant l'homme et le citoyen est, d'avance, inutile et dangereux ; il n'est qu'acquisition morte plaquée sur l'individu et qui tend à annihiler sa compréhension et son action.

2° L'enseignement historique est toujours antipédagogique parce qu'il est toujours prématuré.

Il part d'une conception a priori de la capacité de l'enfant à comprendre l'histoire, et c'est cette capacité qui n'existe pas.

Pour comprendre l'histoire, il faut nécessairement avoir la notion du passé, du recul dans le temps et du déroulement des faits. Or, cette notion ne s'apprend ni par les leçons, ni par les livres ; elle est le résultat de l'expérience de la vie. L'individu qui ne serait jamais sorti de son village isolé entre les montagnes, ne pourrait pas avoir une notion exacte des distances qui sont la norme du vaste monde. Ce n'est qu'à mesure que l'enfant avance dans la vie qu'il acquiert la notion du recul du temps, la notion de l'Histoire.

Pour l'enfant de 7 ans, l'Histoire ne va pas au-delà de ses parents ou de ses grands-parents. Plus loin c'est, pour lui, la préhistoire. L'élève de 10 ans pourra explorer le début du siècle, ou la fin du siècle précédent, mais la connaissance qu'il a de ce monde ne lui permet pas encore d'aller bien loin parmi les siècles écoulés. Et vous ne vous étonnez pas s'il place sur le même plan Henri IV et Napoléon III. Ne sommes-nous pas victimes encore nous-mêmes de la même erreur

quand nous ne mesurons pas selon les mêmes unités le temps qui s'est écoulé entre Charlemagne et Napoléon I^{er}, d'une part, l'Égypte des Pharaons et l'apogée de la Grèce, d'autre part ? Il y a là comme une illusion d'optique. Plus les événements sont reculés dans le temps, plus nous les voyons infimes et l'enfant mal exercé les voit tous sur le même plan.

Le bon sens voudrait que l'enseignement de l'Histoire soit totalement fonction de cette notion du recul. Si on acceptait de tels fondements, on se rendrait bien vite compte que tout l'enseignement actuel des manuels tombe à faux, qu'il parle un langage que nos élèves du 1^{er} degré ne comprennent jamais ou interprètent dangereusement.

Il en résulte que l'enseignement actuel de l'histoire par les manuels est antipédagogique, qu'il fausse donc l'esprit de l'enfant, et qu'il serait, comme tel, à proscrire radicalement.

Notre Congrès devrait exprimer, de façon définitive, cette nécessité.

— Est-ce à dire que nous sous-estimons la nécessité pour le citoyen de connaître l'histoire de son pays, et, pour un homme, de juger le passé pour mieux servir le présent et l'avenir ?

Ce sont les auteurs des manuels d'histoire, ceux qui les recommandent et les imposent, qui sabotent, sciemment ou non, une formation historique que nous jugeons indispensable et pour laquelle nous préparons des solutions pratiques.

— Mais, nous dira-t-on, si on modifiait le contenu des manuels, si on en extirpait tous les ferments de haine et d'asservissement, si on y donnait la part qui lui revient à l'histoire de la civilisation, ne pourrions-nous pas espérer, alors, un enseignement historique au service de la compréhension des peuples et de la Paix ?

A cela, nous répondrons d'abord que les politiciens et les affairistes qui tiennent actuellement le manche ne vont pas nous donner des armes pour les battre, et qu'on n'écrira pas, qu'on ne publiera pas, qu'on ne diffusera pas, dans ce régime, des livres de vérité et d'impartialité. L'Histoire des manuels nous restera toujours suspecte et nous avons quelques raisons majeures pour cela. L'aventure du *Manuel d'Histoire de la Fédération de l'Enseignement*, il y a vingt ans, devrait nous édifier à ce sujet.

Que, dans d'autres régimes, on puisse, en attendant mieux, publier des manuels d'histoire qui soient en progrès sur ce que nous subissons, c'est possible. Mais, pour ce qui nous concerne, nous ne croyons pas à une révision acceptable des manuels d'histoire, même sous l'égide de l'UNESCO.

— Et puis, même sérieusement améliorés, les manuels restent les manuels, et la condamnation que nous en avons faite, est définitive, plus pour les manuels d'histoire que pour toutes autres disciplines.

Le manuel d'histoire, dans sa fonction de manuel tel qu'on l'utilisera en classe, suppose, pour l'éducateur et pour les enfants, le processus inverse de celui de l'historien. L'historien, en effet, scrute d'abord le passé, fouille les pierres et les archives, écoute parler ceux qui ont vu, enquête avec un maximum d'impartialité. Les conclusions qu'il en tire sont la synthèse de ce long travail de recherche et de comparaisons qui permet de revivre et de juger le passé étudié.

Dans les manuels d'histoire, cette phase préliminaire obligatoire passe au second plan. Elle ne constitue plus la base obligatoire de l'histoire, mais la seule illustration des synthèses et conclusions qui emplissent le corps du livre, et dont les résumés sont encore un abrégé.

Cette façon de procéder :

— fausse les données et les conclusions, car l'enfant n'aura jamais sous les yeux les éléments qui lui permettraient de contredire, peut-être, les affirmations du livre ;

— enseigne des mots et des formules qui prennent le pas sur la compréhension véritable de l'histoire ;

— ne forme pas des citoyens connaissant le passé pour en utiliser les enseignements, mais prépare des hommes serviles dominés d'avance par des formules et des slogans qui leur ôtent tout esprit critique et toute conscience de citoyen ;

— dégoûte tous les enfants et tous les hommes de l'histoire, parce qu'elle leur donne une véritable indigestion de formules creuses, de notions incomprises qui encombrant la mémoire et dont ils sentent, bien vite, la fragilité et l'erreur.

Et c'est peut-être, pour nos maîtres, l'aboutissement le plus machiavélique auquel nous nous prêtons monstrueusement : que nos enfants, pourtant si passionnés par eux-mêmes, de recherche historique, sont désormais comme coupés de leurs racines et de leur destinée d'homme. Le passé de leur race, au lieu

de leur être un enseignement, n'est qu'une occasion de scepticisme et de superficialité. Si nous avons tant de citoyens qui ne veulent point faire de politique, qui ne veulent se mêler de rien, qui laissent la voie libre aux politiciens, c'est en grande partie, aussi, parce que l'Ecole ne les a pas préparés à comprendre le passé et à en tirer de justes enseignements.

— L'Histoire n'est pas seulement dans le passé. Elle se fait chaque jour. La Corée et le Vietnam, la Conférence des trois et le réarmement de l'Allemagne, c'est de l'histoire. Nous ne saurions négliger cette histoire encore vivante, encore chaude, hélas ! du sang de ses victimes. Cette histoire, nous ne nous contenterons pas de la lire dans les journaux et les revues, d'en écouter les incidences à la Radio, nous voudrions la vivre, notamment par la correspondance interscolaire. Et nous aurons à étudier l'apport essentiel de cette correspondance, comme de la correspondance nationale, à une véritable initiation historique au service de la Paix.

— L'histoire ne s'étudie pas, elle se vit, ou se revit.

Pour comprendre l'évolution dans le passé des formes diverses de domination et de gouvernement, nous devons apprendre nous-mêmes, d'abord, à nous gouverner, et c'est ce que nous ferons, au sein de notre petite communauté, par la Coopération Scolaire.

Nous n'avons, certes, pas la prétention d'étudier, totalement ici et à fond, cette grave question de l'enseignement de l'histoire au service de la Paix. Nous avons voulu, seulement, poser, ou reposer le problème, afin de montrer la voie sûre où nous orienter et les écueils graves à éviter.

Au cours des mois à venir, et au Congrès de Montpellier, nous irons plus avant encore dans cette critique. Nous le pouvons, parce que nous avons l'avantage de pouvoir présenter, aujourd'hui, une autre technique d'apprentissage de l'histoire, qui prend forme au sein de notre mouvement avec :

— à la base, étude et prospection du milieu, contes, coutumes et folklore ;
— recherches historiques plus poussées et plus méthodiques, à travers les vestiges de monuments, les archives et les musées ;

— complément de ces recherches d'une part, par la correspondance interscolaire ; d'autre part, grâce aux références dans les livres, les fiches, les brochures « Bibliothèque de Travail » ;

— avec complément aussi, dans une mesure à déterminer, l'apport nouveau du cinéma éducatif.

Vous avez été nombreux à répondre à notre enquête sur la grammaire. Vous serez aussi nombreux à apporter votre contribution à la discussion que je n'ai fait ici qu'amorcer et qui doit aboutir, à Montpellier, à une prise de position nette et définitive, des éducateurs primaires qui veulent réapprendre à connaître et à aimer l'histoire de France, mais qui veulent aussi que les expériences sanglantes du passé servent enfin à l'avènement de la démocratie et de la Paix.

C. FREINET.

P. S. au Leader :

Des camarades nous posent encore la question : que faites-vous contre le réarmement allemand ? N'élèverez-vous pas la voix contre l'action intentée par le gouvernement contre un membre de la C.E.L. inquiété pour avoir protesté contre les 18 mois ? Quelle action mèneriez-vous contre la guerre qui vient, contre la guerre qui, en Corée, continue son infernal ravage ?

Nous sommes des éducateurs, nous sommes donc, de ce fait, contre la guerre de Corée, comme nous serons, non seulement en paroles mais en actes, contre la guerre qui nous menace en Europe même ; nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; nous sommes contre les 18 mois qui nourrissent et nourriront la guerre d'Indochine. Nous sommes contre le réarmement allemand parce qu'aucun Français ne saurait tolérer la résurrection du

militarisme allemand. Nous sommes pour la démocratie et la paix parce que nous savons que c'est seulement en un climat de démocratie et dans la paix que prospère et se développe l'Ecole que nous préparons. Nous appelons nos camarades à mettre, partout, leurs actes en accord avec leurs convictions et leurs déclarations ; nous les engageons, nous leur enseignons à dépasser toujours le plan du verbalisme pour accéder aux actes qui, seuls, importent.

Aussi, leur disons-nous : adhérez aux associations et aux groupements qui mobilisent les citoyens pour la défense de la vie ; cette vie si émouvante dans la promesse de l'enfant qui nous est confié. Comportez-vous, partout, selon votre conscience d'éducateurs, dignes de leurs principes éducatifs, dignes du passé et du renom de la C.E.L.